



## Conseil économique et social

Distr. générale  
2 avril 2012  
Français  
Original : anglais

### Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

**Session annuelle de 2012**

5-8 juin 2012

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire\*

### Projet de descriptif de programme de pays\*\*

### Libéria

#### *Résumé*

Le présent descriptif de programme de pays concernant le Libéria est présenté au Conseil d'administration pour examen et observations. Le Conseil est invité à approuver le budget indicatif global qui s'élève, pour la période 2013-2017, à 23 470 000 dollars à prélever sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et à 126 530 000 dollars à prélever sur d'autres ressources, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales.

\* E/ICEF/2012/9.

\*\* Conformément à la décision 2006/19 du Conseil d'administration, le présent document sera révisé et affiché sur le site Web de l'UNICEF, avec la matrice de résultats, au plus tard six semaines après son examen à la session annuelle de 2012 du Conseil. Le document révisé sera ensuite présenté au Conseil pour approbation à sa deuxième session ordinaire de 2012.



## Données de base†

(2010, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants (de moins de 18 ans, en millions) . . . . .	2,0
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes) . . . . .	103
Insuffisance pondérale (modérée et grave, %) . . . . .	15 <sup>a, c</sup>
(zones urbaines/rurales, les plus pauvres/les plus riches). . . . .	15/15, ..../ <sup>c</sup>
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes, 2008) . . . . .	990 <sup>b</sup>
Taux d'inscription dans l'enseignement primaire (garçons/filles, % net, 2008-2009) . . . . .	44/40
Taux de survie jusqu'à la dernière année d'études primaires (% , 2007) . . . . .	46
Utilisation de sources d'eau potable de meilleure qualité (%) . . . . .	73
Utilisation d'installations sanitaires améliorées (%) . . . . .	18
Taux de prévalence du VIH chez les adultes (% , 2009). . . . .	1,5
Enfants qui travaillent (âgés de 5 à 14 ans, % , 2007) . . . . .	21
Enregistrement des naissances (moins de 5 ans, % , 2007). . . . .	4 <sup>c</sup>
(garçons/filles, zones urbaines/rurales, les plus pauvres/les plus riches) . . . . .	3/4, 5/3, 1/7 <sup>c</sup>
RNB par habitant (en dollars des États-Unis). . . . .	190
Enfants de 1 an ayant reçu les trois doses du vaccin combiné diphtérie/coqueluche/tétanos (%) . . . . .	64
Enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole (%) . . . . .	64

† Des données plus détaillées sur les enfants et les femmes sont disponibles sur le site [www.childinfo.org](http://www.childinfo.org).

<sup>a</sup> Les estimations d'insuffisance pondérale se fondent sur les normes de croissance de l'enfant de l'OMS adoptées en 2006.

<sup>b</sup> Le taux de 994 décès pour 100 000 naissances vivantes correspond à l'estimation pour 2001-2007 qui figure dans l'Enquête sur la population et la santé de 2007 et qui est fournie par le groupe interinstitutions chargé d'estimer le taux de mortalité maternelle (OMS, UNICEF, FNUAP et Banque mondiale, avec des experts indépendants) et qui est corrigée afin de tenir compte de la non déclaration et des erreurs dans la classification des décès maternels. Pour davantage d'informations, voir [www.childinfo.org/maternal\\_mortality.html](http://www.childinfo.org/maternal_mortality.html).

<sup>c</sup> Ces données ne correspondent pas à la définition type des indicateurs.

## Résumé de la situation des enfants et des femmes

1. Au Libéria les questions d'exclusion, d'inégalités et de sous-développement sont abordées maintenant que la Présidente Ellen Johnson Sirleaf entame son deuxième mandat de six ans. La stratégie de croissance économique et de développement/stratégie pour la réduction de la pauvreté 2013-2017 (EGDS/PRS2), qui est encore à l'examen, vise à permettre au Libéria de parvenir au statut de revenu moyen d'ici à 2030, l'un des objectifs de Vision 2030 qui est le programme national de développement. La loi sur l'enfance, promulguée en février 2012, reflète les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant. La Mission des Nations Unies au Libéria garantit la sécurité mais sa présence diminuera au cours des cinq prochaines années.

2. La population du Libéria qui est de 3,5 millions d'habitants en 2008 pourra atteindre 5 millions d'ici à 2018, étant donné le taux de croissance de 2,1 et l'indice synthétique de fécondité de 5,8 du pays. Le recensement de 2008 fait état de 1,65 million de personnes vivant dans les zones urbaines et de 1,8 million d'enfants de moins de 18 ans. Le taux de fécondité parmi le quintile le plus pauvre est double de celui du quintile le plus riche. L'espérance de vie est de 57 ans, et 84 % de la population vivent avec moins de 1,25 dollar par jour. Le produit intérieur brut par habitant n'est que de 396 dollars des États-Unis (Rapport mondial sur le développement humain 2011) et le Libéria se classe au 182<sup>e</sup> rang sur 187 pays dans l'indicateur du développement humain de 2011.

3. L'analyse de la situation en 2012 et l'analyse de l'équité et de l'inclusion en 2011<sup>1</sup> identifient les principaux problèmes qui affectent le nouveau programme de pays : a) les droits de la femme et de la fille, qui sont compromis par la violence sexiste et l'initiation inappropriée des rapports sexuels; b) la migration des enfants vers les zones urbaines en vue d'une meilleure éducation, ce qui les expose à l'exploitation en matière de sexualité et d'emploi; c) la pénurie de services en matière de procréation accessibles aux adolescents; et d) le manque de préparation des jeunes à l'emploi. L'absence d'équité dans l'accès aux services et les inégalités dans les résultats sont extrêmes entre les plus riches et les plus pauvres, entre les comtés et entre les zones urbaines et rurales, et les services ne répondent pas aux besoins de la population locale. Les moyennes statistiques masquent des zones d'extrême pauvreté urbaine.

4. Entre 2000 et 2007 le taux de mortalité infantile a diminué, tombant de 117 décès pour 1 000 naissances vivantes à 71 décès pour 1 000 naissances vivantes<sup>2</sup>. Mais le taux de mortalité infantile dans la région centrale du sud est double de celui de Monrovia, et il existe un écart de près de 50 % entre le quintile le plus pauvre et le quintile le plus riche. Le taux de couverture des campagnes de vaccination de routine a progressé, passant de 39 % en 2000 à 75 % en 2011, grâce aux programmes appuyés par l'UNICEF. Cependant le taux de couverture des campagnes de vaccination dans la région du sud-est seulement le quart de celui de Monrovia d'après l'Enquête sur la population et la santé de 2007. En raison de l'arrêt de croissance prématuré, 42 % des enfants risquent des déficits cognitifs.

5. Le taux de mortalité maternelle montre une tendance préoccupante, passant de 578 décès pour 100 000 naissances vivantes (Enquête sur la population et la santé de 2000) à 990 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2011 (indicateur du développement humain de 2011)<sup>3</sup>. Cette tendance s'est aggravée malgré des améliorations dans l'accès aux soins prénatals : en 2008, 37 % seulement des femmes enceintes effectuaient quatre visites de soins prénatals au moins contre

<sup>1</sup> Le rapport analyse la situation des enfants et des femmes à travers le prisme de l'équité dans le contexte d'une réflexion sur l'équité qui évolue rapidement au Libéria et qui est liée en particulier à l'élaboration de la prochaine stratégie pour la réduction de la pauvreté et du programme Vision 2030.

<sup>2</sup> À moins d'indication contraire, les données de 2007 se réfèrent à l'Enquête sur la population et la santé. Bien que les chiffres globaux indiquent une réduction qui sera confirmée dans l'Enquête sur la population et la santé de 2013, les inégalités persisteront vraisemblablement jusqu'à ce que les répercussions de la nouvelle stratégie pour la réduction de la pauvreté se fassent sentir.

<sup>3</sup> La base de calcul a changé au cours de la période considérée.

66 % en 2010. Seulement 7 % des bébés sont enregistrés (ce pourcentage était de 4 % avant la campagne de 2011).

6. D'après le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), 11 % des filles sont mariées à l'âge de 15 ans et 38 % à l'âge de 18 ans en 2008; 20 % des filles ont des rapports sexuels avant l'âge de 15 ans, une sur sept contre sa volonté. Un tiers des filles âgées de 15 à 19 ans sont mères ou sont enceintes, et les filles dans la région du sud-est du Libéria ont quatre fois plus de risques d'être mariées à un âge précoce que celles vivant à Monrovia. En 2007, la prévalence du VIH parmi les femmes âgées de 15 à 49 ans était de 1,8 contre 1,2 pour les hommes. On estime qu'en 2007, 58 % des femmes âgées de 15 à 58 ans ont été victimes de mutilations génitales.

7. Seulement 40 % de la population ont accès aux points d'eau qui normalement ont une capacité de 250 personnes; 4 % seulement des ménages ruraux utilisent des installations sanitaires améliorées contre 21 % dans les zones urbaines, et 49 % pratiquent la défécation à l'air libre.

8. Le Libéria attache une grande importance à l'éducation mais le système d'éducation de base continue à ne pas répondre aux besoins des enfants en raison de problèmes d'accès et de qualité. Les migrations qui en résultent mettent les filles particulièrement en danger<sup>4</sup>. Sur les 20 547 enfants handicapés enregistrés dans le recensement de 2008, seulement 7 125 enfants souffrant de handicap grave sont scolarisés.

9. Le Libéria atteindra probablement les objectifs 1 (réduire la faim) et 3 (promouvoir l'autonomisation des femmes) du Millénaire pour le développement. Il pourrait atteindre les objectifs 4 (réduire la mortalité infantile) et 6 (combattre le VIH/sida) ainsi que la cible concernant le paludisme. Toutefois il ne parviendra vraisemblablement pas à atteindre la cible concernant la réduction de la pauvreté de l'objectif 1 ni les objectifs 2 (assurer l'éducation primaire pour tous), 5 (améliorer la santé maternelle) ou 7 (préserver l'environnement).

## **Principaux résultats et enseignements tirés de la coopération précédente, 2008-2012**

### **Principaux résultats obtenus**

10. L'UNICEF a joué un rôle important dans la coordination des partenaires dans des secteurs tels que la nutrition, l'éducation, la protection de l'enfance et l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'hygiène. Les fonds de financement commun dans les domaines de la santé et de l'éducation, coprésidés par l'UNICEF, permettent de répondre aux besoins prioritaires non financés et de fournir des services de santé et d'éducation en utilisant les procédures d'achats gouvernementaux. Ces fonds ont également appuyé l'élaboration de politiques et

---

<sup>4</sup> Les enfants migrent des zones rurales vers les zones urbaines, en particulier Monrovia en vue d'une meilleure éducation secondaire. Un grand nombre d'entre eux migrent également pour travailler dans les mines ou les zones urbaines. Ainsi par exemple dans le comté de Montserrado, la population de filles âgées de 10 à 19 ans est supérieure de 20 000 approximativement au chiffre estimatif (source : Analyse du recensement national sur la population et le logement de 2008).

stratégies clefs du Gouvernement ainsi que les principales institutions gouvernementales qui contribuent à la réalisation de meilleurs résultats au cours des cinq prochaines années, comme par exemple la Division de la nutrition du Ministère de la santé et de la protection sociale, le Code libérien de commercialisation des substituts du lait maternel, le programme Eau, assainissement et hygiène<sup>5</sup>, le plan stratégique quinquennal, la réforme de 2011 de la loi sur l'éducation qui prévoit une éducation de base gratuite et obligatoire, la loi sur l'enfance, la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant et les directives sur le VIH pédiatrique, le plan de santé et de protection sociale de 10 ans, et la feuille de route révisée pour accélérer la réduction des taux de mortalité maternelle et infantile 2011-2015.

11. La contribution de l'UNICEF aux programmes de services de santé de base a eu des résultats positifs comme il ressort du rapport récapitulatif sur les résultats de 2008-2012 : a) le tétanos maternel et néonatal a été éliminé; b) le Libéria est en bonne voie d'atteindre les objectifs portant sur l'acquisition de réfrigérateurs solaires et de vaccins pentavalents, mais sans doute pas ceux qui concernent la vaccination contre la rougeole, malgré les campagnes de vaccination universelle; c) 73 % des enfants de moins de 5 ans dorment sous des moustiquaires traitées aux insecticides contre 18 % en 2006; d) la prévalence du paludisme a été réduite de moitié; e) 69 % des femmes enceintes séropositives bénéficient des services de prévention de la transmission de la mère à l'enfant contre 37 % en 2010; f) 44 % des nourrissons nés de mères séropositives reçoivent une thérapie antirétrovirale contre 15 % en 2010; g) 50 % des enfants souffrant de malnutrition grave sont à présent inclus dans les nouveaux programmes de services de santé; et h) le taux de malnutrition aiguë a été ramené de 5,8 à 2,2 %.

12. Plus de 500 000 personnes ont accès à des installations améliorées d'approvisionnement en eau et d'assainissement grâce à la construction et à la rénovation des installations et à la promotion d'une bonne hygiène. L'UNICEF a appuyé la cartographie nationale des points d'eau grâce aux systèmes de positionnement universel reposant sur les technologies de téléphonie mobile pour établir l'Atlas des points d'eau qui est ventilé par comté, par district et par clan. C'est un outil important de planification pour la mise en œuvre du plan stratégique Eau, assainissement et hygiène 2012-2017.

13. L'UNICEF s'est attaché à atteindre les enfants marginalisés en tant qu'organisme de coordination pour le Plan dans le secteur de l'éducation (2010-2020), qui a obtenu 40 millions de dollars des États-Unis de l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous. Le rapport récapitulatif sur les résultats met en lumière les réussites remportées par le Ministère de l'éducation, notamment la progression du taux net d'inscription dans l'enseignement primaire, qui est passé de 25 % à 44 %. Le programme pour l'apprentissage accéléré a atteint 280 000 enfants, donnant une deuxième chance à ceux dont les études ont été interrompues par la guerre civile.

14. Les initiatives appuyées par l'UNICEF pour la consolidation de la paix ont permis à 21 000 jeunes d'obtenir des compétences en matière de leadership et de règlement des différends. Elles ont contribué à accélérer la réconciliation entre les

<sup>5</sup> Ce programme de deux ans, qui comprend la participation du Gouvernement, de l'UNICEF, du PNUD, de la Banque mondiale, de l'USAID, de la société civile et du secteur privé, vise à accélérer les résultats en éliminant les obstacles et les goulots d'étranglement.

générations, à réduire la violence sexiste et la discrimination et à accroître la participation des jeunes, en particulier des jeunes femmes, aux structures de prise de décisions.

15. Une nouvelle division de police chargée de la protection des femmes et des enfants a été mise sur pied; elle est à présent opérationnelle dans tous les comtés. L'UNICEF a fourni une formation aux membres de la police et du système judiciaire qui s'occupent des enfants et des femmes. Quelque 5 000 enfants placés dans des institutions ont été réunis avec leur famille ou ont été accueillis dans des foyers nourriciers et ont bénéficié d'une assistance apportée par les systèmes de protection communautaire.

16. En 2009 l'UNICEF, le Gouvernement libérien et la société civile ont organisé le tout premier festival des enfants au Libéria, qui fait à présent partie du calendrier annuel de manifestations, avec 20 000 enfants participant dans tout le pays. En 2012 la Présidente l'a mis à profit pour lancer la nouvelle loi sur l'enfance. Le parlement des enfants appuyé par l'UNICEF a organisé des consultations avec de nombreux enfants, y compris les enfants vulnérables, et a communiqué leurs préoccupations à la Présidente et aux autres membres du Gouvernement. L'UNICEF a établi des partenariats avec plus de 30 chaînes de radio communautaire dans 15 comtés, qui fournissent des informations importantes sur la santé, l'éducation et le développement. Cette initiative a permis aux adolescents et aux jeunes, même dans les communautés reculées et désavantagées mal desservies sur le plan des communications, de se faire entendre dans les questions qui les concernent.

17. En coopération avec des organismes des Nations Unies et d'autres partenaires, l'UNICEF a appuyé l'intervention humanitaire du Gouvernement libérien en faveur des réfugiés ivoiriens en 2011-2012. L'UNICEF a dirigé la contribution des partenaires à l'intervention d'urgence dans les domaines de la nutrition, du programme Eau, assainissement et hygiène, de l'éducation et de la protection de l'enfance en faveur de 180 000 réfugiés et 200 communautés hôtes éparpillés sur 800 kilomètres de frontières. Cette crise a ralenti la fourniture de services et a réduit la sécurité alimentaire des communautés hôtes et elle demeure une source potentielle de fragilité. Elle a mis en lumière la nécessité pour tous les secteurs de disposer de plans portant sur la réduction des risques de catastrophe et la préparation aux catastrophes afin de faire face à toutes les situations possibles, que ce soit des inondations, des épidémies de choléra ou l'afflux de réfugiés.

### **Enseignements tirés**

18. Au niveau communautaire, les projets pilotes peuvent être durables si le cadre politique est élaboré au niveau national. Le projet pilote de transferts monétaires dans le comté de Bomi, mené par le Gouvernement libérien avec l'appui de l'UNICEF, cible les familles les plus désavantagées. Celles-ci identifient leurs priorités elles-mêmes et y répondent grâce à des transferts monétaires non assortis de conditions, qui comprennent des incitations supplémentaires pour promouvoir la scolarisation des enfants. Une évaluation effectuée par l'université de Boston a conclu que parmi ces ménages, la santé était meilleure, le taux de scolarisation, de fréquentation scolaire et de résultats scolaires était plus élevé, la sécurité alimentaire était plus grande et les logements mieux entretenus. Ce projet a prouvé qu'il était possible de généraliser ce projet et de l'inclure dans la stratégie de croissance

économique et de développement/stratégie pour la réduction de la pauvreté 2013-2017 et dans la politique de protection sociale.

19. L'élaboration au niveau national de politiques portant sur l'éducation, la santé, la nutrition, l'approvisionnement en eau et la protection de l'enfance est essentielle pour fournir un cadre à la formulation des services qui s'avèrent nécessaires. Cependant elle ne suffit pas pour améliorer la fourniture des services, notamment dans les zones reculées, en raison de la faiblesse des capacités aux niveaux des comtés, des districts et des installations, ce qui affecte la capacité tant des systèmes que du personnel dans la fourniture des services.

20. Lorsque les services demeurent définis au niveau national et qu'ils ne répondent pas aux besoins locaux, les progrès ne sont pas possibles. Les structures communautaires, notamment les comités chargés de la santé, de l'éducation et de la protection de l'enfance, doivent être appuyées. Les bénévoles sanitaires dans les communautés ne peuvent s'acquitter efficacement de leurs activités s'ils ne sont pas aidés, reconnus ou payés. Le projet pilote de Gbarpolu a accéléré l'initiative de survie de l'enfant grâce à des partenariats avec les comités sanitaires locaux, les travailleurs et les bénévoles sanitaires des communautés, et il a abouti à une augmentation de 56 % des naissances effectuées dans les centres de santé et à une réduction importante du paludisme, de la diarrhée et des infections respiratoires aiguës. Grâce à cette initiative les bénévoles sanitaires des communautés ont été autonomisés car ils ont acquis les connaissances et compétences nécessaires pour la gestion intégrée des cas. Avec l'appui de groupes communautaires influents, notamment les bénévoles chargés de la promotion de la santé des femmes (« Grand mas »), cette initiative est devenue un modèle de gestion intégrée des cas de maladies d'enfance. Il sera étendu par le Ministère de la santé de la protection sociale à d'autres régions du pays.

## Le programme de pays, 2013-2017

### Tableau budgétaire récapitulatif

<i>Programme</i>	<i>(En milliers de dollars des États-Unis)</i>		<b>Total</b>
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	
Survie et développement du jeune enfant	7 500	44 000	<b>51 500</b>
Éducation de qualité sans exclusion	2 500	38 780	<b>41 280</b>
Protection de l'enfance	2 750	20 000	<b>22 750</b>
Plaidoyer, communication pour le développement et partenariat	3 220	3 750	<b>6 970</b>
Planification, suivi et évaluation	2 000	1 500	<b>3 500</b>
Activités intersectorielles	5 500	18 500	<b>24 000</b>
<b>Total</b>	<b>23 470</b>	<b>126 530</b>	<b>150 000</b>

## **Processus d'élaboration du programme de pays**

21. Le programme de pays a été élaboré à l'issue de consultations menées par le Ministère des finances et de la planification du développement avec les ministères techniques compétents (éducation, protection sociale, travaux publics, autonomisation des femmes et développement, justice et jeunesse et sports), la commission indépendante nationale des droits de l'homme, les organisations non gouvernementales, le secteur privé, les donateurs, les organismes des Nations Unies, les associations féminines et de protection des enfants et des adolescents, y compris ceux qui sont marginalisés, exclus et touchés par le VIH/sida, et les membres du Parlement des enfants.

## **Programmes, résultats et stratégies**

22. Le programme de pays contribuera à la réalisation des priorités et résultats nationaux de la stratégie de croissance économique et de développement/stratégie pour la réduction de la pauvreté 2013-2017, l'accent étant mis sur les enfants les plus vulnérables et désavantagés, notamment dans les domaines où l'indicateur du bien-être des enfants est faible. Les priorités de la stratégie de croissance économique et de développement/stratégie pour la réduction de la pauvreté 2013-2017 sont les suivantes : a) assurer l'égalité d'accès à une éducation de base gratuite, obligatoire et de qualité et à diverses possibilités d'éducation ou de formation plus poussée; b) améliorer la santé, la nutrition et la protection sociale de la population sur une base équitable; c) renforcer l'accès à l'eau salubre et à l'assainissement et améliorer les pratiques d'hygiène; et d) protéger les ménages et groupes les plus pauvres et les plus vulnérables contre la pauvreté, les privations, la faim et la malnutrition et les aider à atteindre un niveau de vie minimum. La stratégie de croissance économique et de développement/stratégie pour la réduction de la pauvreté 2013-2017 vise à créer une atmosphère de coexistence pacifique fondée sur la réconciliation et le règlement des conflits et à assurer la sécurité et l'accès à la justice ainsi que la règle du droit pour tous.

23. Le programme de pays fera partie de l'initiative « Unité d'action des Nations Unies » en tant qu'initiative autonome « Unis dans l'action ». L'UNICEF coopérera avec des partenaires pour créer la demande et à assurer la fourniture de services intégrés dans les zones défavorisées de Monrovia et les régions les plus pauvres du pays, notamment la région du sud-est. Le programme de pays comprend cinq volets (trois volets principaux et deux volets intersectoriels), l'autonomisation des femmes, les interventions d'urgence et le VIH/sida étant intégrés dans tous les volets dans les domaines d'avantages relatifs pour l'UNICEF. Chaque volet renforcera les capacités, avec des mécanismes plus stricts de responsabilisation pour appuyer les activités de décentralisation du Gouvernement.

24. Le programme de pays appuiera l'élaboration de politiques en amont, le cas échéant, tout en mettant l'accent sur la mise en œuvre des politiques et la fourniture de services en partenariat avec les ministères techniques, les organisations non gouvernementales et les organisations communautaires. Les capacités des comités communautaires, auxquels participent les femmes et les jeunes, seront renforcées en ce qui concerne la création de la demande, la fourniture de services et le suivi et l'évaluation. Les investissements nationaux dans la connectique permettront au pays



de trouver de nouvelles solutions aux contraintes, de faire fond sur des expériences telles que les salles de classe connectées<sup>6</sup>.

25. Ce programme sera opérationnel à l'échelle du pays pour aider le Gouvernement à élaborer et mettre en œuvre les politiques nationales. Les activités permettront aux communautés urbaines et rurales les plus désavantagées de bénéficier de services qui répondent à leurs besoins et à leur situation. Ce programme continuera d'appuyer les fonds communs consacrés à l'éducation et à la santé et une attention multisectorielle sera portée aux adolescents. De façon générale ce programme est conforme à l'objectif exprimé par la Présidente dans le discours qu'elle a prononcé lors de sa réélection en janvier 2012, à savoir accorder la priorité aux jeunes et améliorer la vie de tous les Libériens.

26. Des activités seront menées dans les écoles et les communautés pour prévenir la violence à l'égard des enfants, en particulier des filles. Des activités communautaires intégrées dans le domaine de la survie, à la croissance et du développement de l'enfant dans le cadre des services essentiels de santé feront l'objet de projets pilotes et seront généralisés pour promouvoir les pratiques des soins de santé; ce sont notamment l'hygiène, les activités d'éveil des enfants de moins de 2 ans, la prévention du VIH et la protection de l'enfance.

27. Tous les volets appuieront la planification sectorielle et le renforcement des capacités pour faire face aux catastrophes, conformément au projet de politique nationale sur la gestion des risques liés aux catastrophes et aux principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire. Les systèmes promouvant l'adaptation, la préparation aux situations d'urgence, les interventions et les activités de relèvement seront mis en place aux niveaux national et des comtés et mis à contribution en cas de besoin.

## **Volets du programme de pays**

28. **Survie et développement du jeune enfant.** Ce sous-programme donnera aux enfants un bon départ dans la vie et permettra d'éviter des dommages irréparables à leur développement cognitif futur.

29. *Santé.* Ce sous-programme contribuera à une réduction de 10 % des taux de mortalité maternelle et de 15 % des taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans d'ici à 2017. Ces objectifs seront atteints grâce à des programmes de vaccination continus et l'utilisation des services de santé essentiels, notamment les soins prénatals avec le dépistage du VIH et la prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant. L'accent sera mis sur le renforcement de l'accès et de l'utilisation par les populations les plus vulnérables aux interventions rentables et fondées sur des données factuelles en matière de santé des mères, des nourrissons et des enfants. Ce sous-programme sera mené dans le cadre de l'élargissement de l'initiative de santé intégrée des enfants, notamment la gestion intégrée des cas par la communauté. Il comprend trois domaines d'intervention : a) le programme de vaccination élargi, l'accent étant mis sur la réduction des maladies à prévention vaccinale et le maintien de la protection contre la poliomyélite; b) les soins de santé

<sup>6</sup> Ce programme global novateur utilise les technologies pour améliorer l'éducation. Il connecte les élèves de plus de 20 pays par Internet pour leur permettre d'échanger leurs expériences et de mieux connaître les autres cultures grâce à des projets communs.

primaires qui permettront d'assurer l'entretien des dispensaires, la fourniture de soins de santé essentiels et l'appui aux activités de lutte contre le paludisme et aux services de santé en matière de procréation, notamment pour les adolescents; et c) la prévention de la transmission de la mère à l'enfant et le renforcement des soins pédiatriques. L'UNICEF continuera de contribuer au fonds commun qui permettra d'améliorer l'accès aux services de santé et la mise en œuvre décentralisée de la politique et du plan de santé et de protection sociale au niveau national sur 10 ans. L'UNICEF plaidera en faveur d'une planification et d'une budgétisation fondées sur des données factuelles grâce à la budgétisation des coûts marginaux face aux goulets d'étranglement pour assurer un financement durable et adéquat des activités dans le secteur de la santé.

30. *Nutrition.* Ce sous-programme contribuera à améliorer l'état nutritionnel des enfants et des femmes. Il s'attachera à ramener le retard de croissance de 41 % à 35 % parmi les enfants de moins de 5 ans, en ciblant particulièrement les enfants de moins de 2 ans dans les comtés les plus défavorisés du sud-est et les zones urbaines marginalisées de Monrovia. L'UNICEF appuiera le Gouvernement pour renforcer le cadre institutionnel et politique en vue de lancer, généraliser et poursuivre les interventions nutritionnelles. Pour accroître l'accès aux services et leur couverture, la fourniture sera décentralisée en mobilisant les bénévoles communautaires. Le plaidoyer national pour promouvoir la nutrition en tant qu'élément fondamental du développement des enfants sera intensifié et s'efforcera de remédier aux causes sous-jacentes de la dénutrition grâce à l'approche des cycles biologiques, et il sera lié aux initiatives sur les moyens d'existence et la protection sociale. Les interventions nutritionnelles en faveur des mères, y compris des adolescentes, seront également appuyées.

31. *Eau, assainissement et hygiène.* Ce sous-programme vise à réduire les risques posés aux enfants par l'eau non potable, l'insalubrité et le manque d'hygiène. Conformément au plan stratégique sectoriel 2012-2017, il permettra au Gouvernement de mener à bien le plan stratégique sectoriel et le programme Eau, assainissement hygiène, d'élaborer un système d'information et d'améliorer la fourniture décentralisée des services. Les activités se fonderont sur des approches peu coûteuses mais d'une grande rentabilité et une direction efficace dans la préparation aux situations d'urgence et aux interventions nécessaires. Ce sous-programme promouvra la généralisation des stratégies opérationnelles actuelles, notamment l'entretien des pompes manuelles, le traitement et le stockage de l'eau aux points d'utilisation, les activités d'assainissement menées par la communauté, le programme Eau, assainissement et hygiène en zone urbaine et la surveillance de la qualité de l'eau. L'attention sera de nouveau portée aux services en faveur des communautés les plus pauvres dans les zones urbaines de Monrovia et dans la région du sud-est, à la cartographie des points d'eau en vue d'une planification et d'un ciblage améliorés. Le programme Eau, assainissement hygiène contribue à renouveler l'engagement en faveur de la préservation de l'environnement et de l'objectif 7 du Millénaire pour le développement.

32. **Éducation de qualité sans exclusion.** Ce sous-programme permettra au Gouvernement de remédier aux disparités entre les zones rurales et urbaines. Au niveau national le plaidoyer et le dialogue pour l'application de la nouvelle loi sur l'éducation seront les principales activités, reposant sur les données telles que notamment une étude sur les enfants non scolarisés. Aux niveaux des écoles, des districts et des comtés, l'adoption de l'approche de l'école soucieuse des intérêts de

l'enfant sera le point d'entrée permettant de renforcer les capacités en matière de planification, de gestion, de supervision et de suivi. La promotion des écoles soucieuses des intérêts de l'enfant sera facilitée par la collaboration entre les secteurs de la santé, de la nutrition, de la protection de l'enfance, de la communication pour le développement et le programme Eau, assainissement et hygiène dans certaines zones désavantagées. Par ailleurs l'UNICEF collaborera avec le Programme alimentaire mondial à son programme de repas scolaires. Un système de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports sera élaboré pour fournir des indicateurs qualitatifs et quantitatifs mesurables de la qualité de l'apprentissage et des résultats scolaires. Le cas échéant des cohortes particulières seront étudiées pour recueillir des données détaillées.

33. Ce programme adoptera l'approche des cycles biologiques. Il se fondera sur le développement du jeune enfant pour aborder les problèmes d'accès et de qualité dans l'enseignement préprimaire et de base. Le développement du jeune enfant fera l'objet d'un projet pilote qui sera étendu à certains comtés, compte tenu des stratégies élaborées à l'appui du Partenariat mondial pour l'éducation. L'élaboration des programmes scolaires sera appuyée à l'issue de l'examen en 2015 du projet pilote national en cours et comprendra également une politique de gestion des risques associés aux catastrophes. Ce programme promouvra des initiatives technologiques et novatrices en faveur des enfants vivant dans les zones reculées afin de réduire les pressions migratoires. Cette initiative répondra également aux besoins spécifiques des enfants handicapés en leur permettant d'accéder à l'information, à l'éducation et à l'apprentissage de compétences grâce à l'utilisation d'ordinateurs et de l'Internet. Ce programme élaborera des approches qui comprennent l'apprentissage des compétences nécessaires à la préparation à la vie active aux enfants non scolarisés en fonction de leur âge, de leur situation et du contexte local. Ces stratégies permettront aux enfants plus jeunes de reprendre des études et aux plus âgés d'intégrer une formation préprofessionnelle conformément aux objectifs de Vision 2030 et à l'engagement pris par la Présidente lors de sa réélection pour donner aux jeunes les compétences nécessaires à leur épanouissement et pour créer la vie qu'ils se sont choisie.

34. **Protection de l'enfance.** Ce sous-programme vise à protéger les enfants vulnérables pour que l'avenir des enfants et des adolescents ne soit pas compromis. Il appuiera le nouveau conseil national pour le bien-être de l'enfant et l'application de la loi sur l'enfance pour mettre en place la législation, les politiques et les systèmes nécessaires à l'établissement d'un environnement qui décourage les violations des droits de l'enfant et qui prévoit des interventions appropriées et soucieuses des intérêts de l'enfant en cas de violations. Ce sous-programme permettra aux enfants et aux jeunes de revendiquer et d'exercer leurs droits. Par ailleurs il s'efforcera d'appuyer les enfants et les jeunes dans leur communauté en facilitant leur participation au processus de prise de décisions.

35. Ce sous-programme portera également une grande attention à l'inclusion des garçons et filles handicapés et de ceux qui appartiennent aux groupes désavantagés. Il renforcera la protection communautaire et les mécanismes d'intervention communautaires, en coopération étroite avec les comités de protection de l'enfance, les dirigeants traditionnels et religieux, les femmes et d'autres groupes communautaires. Il veillera à ce que des systèmes appropriés de planification préalable et d'interventions en cas d'urgence soient en place pour répondre aux besoins des garçons et filles touchés par les situations d'urgence. Des messages

portant sur la communication pour le développement seront mis à profit pour élaborer des normes sociales positives concernant l'enfance et l'adolescence.

36. *Protection sociale.* Ce sous-programme s'attachera à élaborer des systèmes durables pour les services sociaux et à créer des filets de sécurité pour les enfants les plus vulnérables et leurs familles, notamment ceux qui sont touchés par les situations d'urgence. Les stratégies sont les suivantes : a) renforcer la capacité du Gouvernement de coordonner et fournir des services de protection sociale; b) veiller à ce que les ménages et individus les plus vulnérables bénéficient des transferts monétaires nécessaires dans le cadre des filets de sécurité; c) renforcer les capacités des parties prenantes compétentes de gérer les cas sociaux, de surveiller les internats et de promouvoir les soins dans le cadre de la famille; d) promouvoir l'enregistrement des naissances; et e) assurer un environnement plus sûr pour les victimes et les enfants qui risquent d'être exposés à la violence, à des pratiques traditionnelles néfastes, à l'exploitation, à la discrimination, aux sévices et à la négligence.

37. *Justice pour mineurs.* Ce sous-programme veillera à ce que les systèmes juridiques et judiciaires, tant officiels qu'informels, répondent aux besoins des garçons et des filles, notamment ceux qui sont touchés par les situations d'urgence et qu'ils respectent leurs droits. Il s'attachera à : a) développer la reconnaissance et le respect généralisé des droits des enfants et de leur participation au processus de prise de décisions; b) renforcer les systèmes pour veiller à ce que les garçons et filles qui sont en contact avec les institutions juridiques et de sécurité soient traités d'une manière appropriée à leur âge et à leur sexe, une attention particulière étant portée aux causes sous-jacentes de la violence sexuelle généralisée contre les enfants et à des interventions juridiques et de protection appropriées en faveur des victimes; c) prévenir les violations des droits de l'enfant en fournissant aux garçons et aux filles une protection adéquate, notamment par la participation des dirigeants traditionnels et religieux à la prévention des sévices infligés aux enfants (réduction des pratiques traditionnelles néfastes) et en créant un environnement favorable au développement des adolescents; et d) faire participer les filles et garçons aux activités de leadership et de consolidation de la paix au sein de la communauté.

38. **Plaidoyer, communication pour le développement et partenariats.** Ce volet apportera un appui intersectoriel à tous les programmes et permettra à l'UNICEF de s'acquitter de son rôle dirigeant dans le domaine des droits de l'enfant. Il permettra de plaider en faveur de l'application de la loi sur l'enfance et des politiques et stratégies soucieuses des intérêts de l'enfant tout en demandant des investissements accrus du Gouvernement dans les domaines de la santé, de l'éducation et du programme Eau, assainissement et hygiène. Pour accélérer les résultats dans la survie et le développement de l'enfant, l'UNICEF rendra opérationnelle la communication pour les stratégies de développement. Ces dernières s'attacheront à autonomiser les communautés par le dialogue et des activités qui portent sur le comportement des détenteurs de droits et d'obligations et qui seront axés sur l'adoption d'un ensemble de pratiques sanitaires clefs et l'utilisation généralisée de services par les détenteurs de droits. Ce sous-programme continuera de renforcer les partenariats avec les médias, la société civile, les communautés, les enfants, le secteur privé, les partenaires de développement international et les donateurs. L'UNICEF engagera les nouveaux partenaires, y compris les dirigeants traditionnels et religieux, à promouvoir des transitions positives de l'enfance à l'adolescence et à aborder la question des mutilations génitales féminines.

39. *Enfants touchés par le sida et prévention du VIH parmi les adolescents.* Ce sous-programme appuiera également l'incorporation de la question du VIH et la sensibilisation au virus dans tous les programmes. L'UNICEF collaborera avec d'autres organismes des Nations Unies et partenaires dans le cadre d'un programme commun pour renforcer la sensibilisation du public à la prévention du VIH et du sida. Les résultats spécifiques contribuant au domaine 3 (les enfants et le sida) du plan stratégique à moyen terme figurent dans la matrice récapitulative de résultats et les résultats intermédiaires.

40. *Égalité entre les sexes.* Ce sous-programme appuiera les questions identifiées dans la future cartographie des sexes au Libéria, élaborée par le Fonds de promotion de la femme africaine, qui permettrait d'établir les priorités dans le document définitif du Gouvernement portant sur la stratégie de croissance économique et de développement/stratégie pour la réduction de la pauvreté. Il complétera les activités portant sur la santé des mères et des adolescentes en matière de procréation, l'éducation des filles, la préparation à la vie active et la transition de l'enfance à l'adolescence. L'UNICEF collaborera avec d'autres organismes des Nations Unies pour promouvoir l'allocation de ressources budgétaires aux activités favorisant l'égalité des sexes. Il promouvra l'utilisation de données ventilées par sexe et l'analyse des questions intéressant particulièrement les femmes dans les programmes sectoriels parallèlement à la participation des femmes aux comités locaux.

41. **Planification, suivi et évaluation.** Ce sous-programme contribuera à l'élaboration de données factuelles, l'accent étant mis sur l'équité, en aidant le Gouvernement à élaborer des systèmes de collecte, d'analyse et de diffusion de données ventilées par région géographique, sexe, âge et handicap. L'UNICEF continuera de coopérer avec le Gouvernement au programme décentralisé LibériaInfo pour promouvoir une banque de données nationales et sous-nationales sur les indicateurs sociaux clefs.

42. L'UNICEF collaborera également avec le Gouvernement pour élaborer et actualiser régulièrement l'indicateur du bien-être des enfants, cartographier la répartition des services et leurs résultats et renforcer la capacité nationale de gérer les systèmes d'évaluation nationaux. Ces activités contribueront à renforcer l'équité et la programmation fondée sur des données factuelles ainsi que l'établissement de rapports sur les enfants et les familles les plus désavantagés. La recherche de l'équité sera également renforcée par le suivi communautaire, en coopération avec les comités locaux, dans le cadre des systèmes de suivi gouvernementaux. Ceux-ci seront liés aux informations issues des principales enquêtes, l'accent étant mis sur les femmes, les handicaps et les zones insuffisamment desservies. Les innovations et les technologies s'appuyant sur les nouvelles connexions à fibre optique seront promues dans tous les programmes pour le suivi de la fourniture des services. Les investissements dans la gestion et la diffusion des connaissances, sur le plan interne comme au sein du Gouvernement, permettront à l'UNICEF de s'acquitter de son engagement en tant que chef de file dans le domaine des connaissances en faveur des enfants tout en répondant à la demande de données factuelles pour reproduire les programmes couronnés de réussite.

43. **Activités intersectorielles.** Ce sous-programme assurera une mise en œuvre effective et efficace des programmes grâce à des services d'appui dans

l'administration, la gestion financière, les technologies de l'information, la gestion des ressources humaines, la sécurité, la fourniture et la logistique.

### **Relations avec les priorités nationales et le PNUAD**

44. Ce programme est élaboré dans le contexte de Vision 2030, de la stratégie de croissance économique et de développement/stratégie pour la réduction de la pauvreté, du cadre de dépenses à moyen terme, du plan-cadre des Nations Unies pour le développement (PNUAD) et de son plan d'action dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action », des politiques gouvernementales existantes, en particulier de décentralisation et du retrait de la Mission des Nations Unies au Libéria.

45. Le PNUAD a identifié, à l'issue de consultations menées par le Gouvernement, 17 résultats escomptés, dont huit directement liés au programme de pays 2013-2017, comme indiqué dans la matrice de résultats.

### **Relations avec les priorités internationales**

46. Le programme de pays concrétise les principes directeurs de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. Par ailleurs les stratégies de programme et les résultats escomptés sont guidés par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Un monde digne des enfants, la Déclaration du Millénaire, les objectifs du Millénaire pour le développement, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, le Programme d'action d'Accra, le cadre d'action de Hyogo et le nouveau pacte signé à Busan. Les principaux résultats correspondent aux cinq domaines prioritaires du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF et se fondent sur l'approche quadruple de la campagne « Unis pour les enfants, unis contre le sida ». La protection de l'environnement sera intégrée dans les programmes pertinents.

### **Principaux partenariats**

47. Les principaux partenaires sont les ministères techniques compétents qui interviendront sous la coordination générale du Ministère des finances et de la planification du développement. Les partenariats seront renforcés avec les communautés et les organisations communautaires, les ONG internationales et nationales servant d'intermédiaires le cas échéant. Dans l'esprit de l'initiative « Unis dans l'action », l'UNICEF coopérera activement avec les organismes des Nations Unies (PNUD, PAM, FNUAP, OMS, Mission des Nations Unies au Libéria et Banque mondiale) pour atteindre les priorités de développement national dans le cadre du plan d'action du PNUAD. Les parties prenantes multilatérales et bilatérales travaillant dans les domaines intéressant les enfants demeurent des partenaires précieux. Les partenariats mondiaux seront mis à profit pour obtenir des ressources en faveur des enfants. L'UNICEF coopérera avec diverses parties prenantes telles que le programme Eau, assainissement et hygiène, le Réseau de protection de l'enfance et les conseils décentralisés pour l'éducation au niveau des comtés et des districts.

## Suivi, évaluation et gestion des programmes

48. Le Ministère des finances et de la planification du développement coordonne le programme « Unité d'action des Nations Unies » et le programme de pays de L'UNICEF. La mise en œuvre et la gestion des programmes incomberont aux organismes gouvernementaux compétents et aux partenaires de la société civile.

49. L'UNICEF suivra la mise en œuvre des programmes, à l'issue de l'examen de la stratégie de suivi et d'évaluation adoptée en 2011 par le bureau de pays. Des investissements seront consentis pour mener des évaluations axées sur les droits de l'homme et l'équité et des activités permettant au Gouvernement d'élaborer une analyse, portant sur l'équité, de l'enquête sur la population et la santé de 2013. Le plan quinquennal intégré de suivi et d'évaluation incorporera les principales études, enquêtes et évaluations pour évaluer les progrès réalisés dans les interventions menées dans le cadre des programmes ainsi que les résultats obtenus. Il suivra également les progrès en utilisant les principaux indicateurs de suivi décrits dans le descriptif de programme de pays et les matrices de résultats du PNUAD, en se fondant chaque fois que c'est possible sur les systèmes gouvernementaux de suivi des données.

50. Pour assurer l'équité des interventions menées dans le cadre des programmes, l'UNICEF suivra l'évolution de l'indicateur du bien-être des enfants, en suivant notamment certains indicateurs qui prennent en compte les disparités entre les sexes, comté par comté. Ces derniers porteront sur les principaux aspects de la vulnérabilité des enfants, notamment le handicap et le VIH/sida, lorsque c'est possible.

51. Des examens du plan d'action du PNUAD, y compris les examens annuels, à moyen terme et à la fin du cycle, seront effectués pour comparer les progrès aux résultats escomptés et diffuser les enseignements tirés. Des visites communes interinstitutions de suivi seront organisées en collaboration avec le Gouvernement et comprendront un élément portant sur l'inclusion. Ces missions d'examen et les documents liés faciliteront la reproduction de modèles qui ont fait leurs preuves et renforceront la coordination des programmes.